



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-116064>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 25-116064

Fournitures

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Conseil départemental 17

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 22170001600738

Ville : La rochelle

Code postal : 17076

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 17

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2025_uUDUL9dZJO

Identifiant interne de la consultation : COL DIRSER | 25NFSL13 | 1

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Service commande publique - Direction Juridique et de la Commande Publique

Adresse mail du contact : proceduredemat.marches@charente-maritime.fr

Numéro de téléphone du contact : 0546317000

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion des marchés publics mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L. 2141-7 à L2141.11
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve :** Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en oeuvre lors de l'exécution du contrat Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à

certaines spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 07/11/2025 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Acheteurs de la collectivité

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Fourniture de vaccins pour le service de Protection Maternelle et Infantile et Service Santé Prévention et Vie au Travail du Département de la Charente-Maritime.

Code CPV principal - Descripteur principal : 33651600

Type de marché : Fournitures

Description succincte du marché : La consultation se compose de 7 lots. Il s'agit d'accords-cadres mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 1 est de 675 euros HT, pour le lot 2 de 9 000 euros HT, pour le lot 3 de 3 000 euros HT, pour le lot 4 de 13 625 euros HT, pour le lot 5 de 11 500 euros HT, pour le lot 6 de 425 euros HT et pour le lot 7 de 175 euros HT.

Lieu principal d'exécution du marché : Charente-Maritime

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée (H.T.) : 153600 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Oui

Section 5 - Lots

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 1 est de 675 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 2700 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 2 est de 9 000 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 36000 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 3 est de 4 000 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 12000 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 4 est de 13 625 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 54500 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 5 est de 4 000 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 46000 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 6 est de 425 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 1700 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

- **Description du lot :** Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande avec un montant maximum. L'accord-cadre a une durée initiale d'1 an à compter du 17/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il est reconductible 3 fois pour la même durée et le même montant maximum. Le montant maximum pour le lot 7 est de 175 euros HT.

Code(s) CPV additionnel(s) - Descripteur principal : 33651600

Estimation de la valeur hors taxes du lot : 700 euros

Lieu d'exécution du lot : Territoire de la collectivité

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Les variantes ne sont pas autorisées. Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation. Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>); Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est disponible sur le profil acheteur : <http://www.achatpublic.com> Le pouvoir adjudicateur applique le principe Dites-le nous une fois Dossier de consultation gratuit. Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée Au moment du dépôt, la signature électronique des documents n'est pas exigées pour cette consultation. Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue devra être signée électroniquement afin de pouvoir procéder à la notification du marché correspondant. Une offre finale non signée électroniquement sera considérée comme irrégulière. Le délai global de paiement est de 30 jours. Les prestations seront financées selon les

modalités suivantes : Financement sur les fonds propres du Département. Le mode de règlement de l'administration est le mandat administratif. Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements. Tribunal Administratif 15 Rue Blossac - BP 541 86020 Poitiers Cedex +33 549607919 greffe.ta-poitiers@juradm.fr Voies et délais des recours dont dispose le candidat : - Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 17/10/2025